



CHAPITRE 117

Loi modifiant la loi 14 George VI, chapitre 136, concernant certaines corporations scolaires du comté de Chicoutimi

[Sanctionnée le 14 février 1958]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, ont, par leur pétition, représenté qu'il y a lieu dans l'intérêt des commissaires d'écoles pour les municipalités de: la paroisse de Chicoutimi, Arvida, la ville de Jonquière, la paroisse de Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, le village de Bagotville, la paroisse de Bagotville, Rivière-du-Moulin, la ville de Chicoutimi-Nord et la paroisse de Sainte-Anne, et des syndics d'écoles pour les municipalités de Chicoutimi, Arvida et Kénogami, toutes ces municipalités étant situées dans le comté de Chicoutimi, de modifier la loi 14 George VI, chapitre 136, aux fins d'étendre l'application de la taxe de vente édictée par ladite loi au service de téléphone ainsi qu'à tout bien mobilier, marchandise ou article de commerce acquis en dehors du territoire desdites municipalités, pour consommation ou usage dans les limites territoriales desdites municipalités; et de porter à cinq ans le délai de prescription applicable au recouvrement de la taxe édictée par ladite loi;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 117

An Act to amend the act 14 George VI, chapter 136, respecting certain school corporations of the county of Chicoutimi

[Assented to, the 14th of February, 1958]

WHEREAS The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, have, by their petition, represented that it is expedient, in the interest of the school commissioners for the municipalities of: the parish of Chicoutimi, Arvida, the town of Jonquière, the parish of Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, the village of Bagotville, the parish of Bagotville, Rivière-du-Moulin, the town of Chicoutimi-North and the parish of Sainte-Anne, and of the school trustees for the municipalities of Chicoutimi, Arvida and Kénogami, all such municipalities being situated in the county of Chicoutimi, to amend the act 14 George VI, chapter 136, for the purpose of extending the application of the sales tax enacted by the said act, to the telephone service and any moveable property, merchandise or article of trade acquired outside the territory of the said municipalities, for consumption or use within the territorial limits of the said municipalities; and to set at five years the delay of prescription applicable to the recovery of the tax enacted by the said act;

Whereas it is expedient to grant the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1950,
c. 136,
a. 1, am.

1. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 136, est modifié en remplaçant l'alinéa *b* du paragraphe 1°, par le suivant:

"*b*) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité, et aussi le service de téléphone;"

Le paragraphe 3° de l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 136, est modifié en remplaçant l'alinéa *u*, par le suivant:

"*u*) Aux messages télégraphiques;"

Idem.

2. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 136, est modifié en remplaçant le paragraphe 2°, par le suivant:

Taxe d'éducation autorisée.

"2° Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, peuvent imposer, par règlement, et prélever, à compter du premier mai 1950, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, vendus, consommés ou utilisés dans les limites territoriales suivantes:

Territoire.

Les cités et villes de Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, Bagotville et Chicoutimi-Nord.

Les corporations municipales de Rivière-du-Moulin, canton Tremblay, paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, canton Chicoutimi, canton Bagot, division nord-ouest, Grande Baie (paroisse).

Achats en dehors du territoire.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3° toute personne résidant dans lesdites limites territoriales, ou y faisant affaires, qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il lui soit apporté ou qu'il lui soit livré quelques biens mobiliers, marchandises ou articles de commerce, achetés par elle ou par l'intermédiaire de toute autre en dehors dudit territoire pour consommation ou usage, par elle-même, dans ledit territoire, doit immédiatement en faire rapport au percepteur de la taxe, en lui transmettant ou produisant la facture s'il y en a avec tout autre renseignement que celui-ci peut exiger, et, en outre doit

1. Section 1 of the act 14 George VI, 1950, chapter 136, is amended by replacing paragraph *b* of subsection 1, by the following:

1950,
c. 136,
s. 1, am.

"*b*. "moveable property" means all property which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes gas and electricity, and also telephone service;"

Subsection 3 of section 1 of the act 14 George VI, chapter 136, is amended by replacing paragraph *u* thereof, by the following:

"*u*. Telegraph messages;"

2. Section 1 of the act 14 George VI, 1950, chapter 136, is amended by replacing subsection 2 thereof, by the following:

Idem.

"2. The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, may, by by-law, impose and levy, from the first of May, 1950, in addition to any other tax, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent of the sale or purchase price, retail, except the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, sold in the following territorial limits:

Education tax authorized.

The cities and towns of Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, Bagotville and Chicoutimi-North.

Territory.

The municipal corporations of Rivière-du-Moulin, Tremblay township, parish of Saint-Dominique de Jonquière, Chicoutimi township, Bagot township, north-west part, Grande Baie (parish).

Subject to the exceptions of subsection 3, every person residing within the said territorial limits or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings there or causes to be brought or delivered to him any moveable property, merchandise or article of trade bought by himself or through the instrumentality of any other person outside the said territory, for consumption or use, by himself, in the said territory, shall immediately report the matter to the tax collector, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any other information which the latter may require, and shall moreover

Purchases outside territory.

payer aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payé si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

Livraison
dans le
territoire.

Tout acheteur ou usager qui après l'entrée en vigueur de la présente loi prend livraison d'un bien mobilier, d'une marchandise ou de tout article de commerce quelconque acquis par lui pour consommation ou usage dans ledit territoire doit, à l'époque où il en prend livraison payer sur icelui aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, la taxe spéciale n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat de ce bien, en détail, imposée par règlement par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi.

Ventes à
l'exté-
rieur.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3°, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

Automobiles,
etc.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, pourront déterminer, par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

Droit au
rembour-
sement
périmé.

Tout droit au remboursement de la taxe de vente, d'usage ou de consommation payée aux commissaires d'écoles pour la

pay to The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if such property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

Any purchaser or user who, after the coming into force of this act, takes delivery of any moveable property, merchandise or other article of trade whatsoever acquired by him for consumption or use in the said territory, shall, when he takes delivery thereof, pay on the same, to The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, the special tax not exceeding one per cent on the retail selling or purchase price of such property, imposed by by-law by The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi.

Delivery
in terri-
tory.

Subject to the exceptions in subsection 3, the tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the thing covered by the contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or that the thing which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

Sales
outside
territory.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicles Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, and electric refrigerator or a radio or of any other merchandise which The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, may determine by by-law, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

Motor
vehicles,
etc.

Any right of recovery of the sales, use or consumption tax paid to the school commissioners for the municipality of

Right of
recovery
extin-
guished.

municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, en rapport avec un achat fait en dehors du territoire assujéti à la taxe avant l'adoption de la présente loi est périmé.

Double imposition prohibée.

Il ne pourra y avoir double imposition de la taxe de vente, d'usage ou de consommation contre la même personne relativement au même achat, usage ou consommation.

Effet.

Les dispositions qui précèdent ont à toutes fins que de droit le même effet que si elles avaient été incorporées dans la loi 14 George VI, chapitre 136, et elles ont effet rétroactif à la date de la sanction de ladite loi."

1950, c. 136, a. 1, am.

3. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 136, est modifié en remplaçant le paragraphe 20°, par le suivant:

Délai de prescription.

"20° Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est de cinq ans. Pour les amendes et pénalités pour infraction au présent article ou aux règlements adoptés par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, en vertu du présent article, il sera de un an à compter du jour où l'infraction a été commise".

1950, c. 134, a. 1, am.

4. L'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 136, est modifié en remplaçant le paragraphe 22°, par le suivant:

Partage.

"22° Le revenu annuel perçu par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, et provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, entre eux et les commissaires d'écoles pour les municipalités de: la paroisse de Chicoutimi, Arvida, la ville de Jonquière, la paroisse de Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, le village de Bagotville, la paroisse de Bagotville, Rivière-du-Moulin, le village de Grande Baie, la ville de Chicoutimi-Nord et la paroisse

the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, relating to any purchase made outside the territory subject to such tax, before the passing of this act, is extinguished.

There shall be no double imposition of the sales, use or consumption tax against the same person, relating to the same purchase, use or consumption.

Double imposition prohibée.

The foregoing provisions shall have, for all legal purposes, the same effect as if they had been incorporated in the act 14 George VI, chapter 136, and shall have effect retroactively to the date of the sanction of the said act."

Effect.

3. Section 1 of the act 14 George VI, chapter 136, is amended by replacing subsection 20, by the following:

1950, c. 136, s. 1, am.

"20. The delay for the prescription of any tax recoverable under this section shall be five years. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the by-laws adopted by The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, in virtue of this section, such delay shall be one year from the date when the infringement was committed."

Delay for prescription.

4. Section 1 of the act 14 George VI, chapter 136, is amended by replacing paragraph 22, by the following:

1950, c. 136, s. 1, am.

"22. The annual revenue collected by The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, and derived from the said tax, shall, after deduction of the expenses incurred by The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, for the imposition and collection of such revenue, be apportioned every three months by The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, between themselves and the school commissioners for the municipalities of: the parish of Chicoutimi, Arvida, the town of Jonquière, the parish of Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, the village of Bagotville, the parish of Bagotville, Rivière-du-Moulin, the village of Grande Baie, the town of

Apportionment.

de Sainte-Anne, et les syndics d'écoles pour les municipalités de: Chicoutimi, Arvida et Kénogami, ces municipalités scolaires se trouvant dans le comté de Chicoutimi, au prorata du nombre d'enfants de chacune des dénominations religieuses catholique romaine et protestante respectivement, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique."

Chicoutimi-North and the parish of Sainte-Anne, and the school trustees for the municipalities of: Chicoutimi, Arvida and Kénogami, all these school municipalities being situated in the county of Chicoutimi, proportionately to the number of children of each of the Roman Catholic and Protestant religious denominations respectively, as determined by the census provided for in section 285 of the Education Act."

5. Le paragraphe 3 de l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 136, est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe *i* par le suivant:

"i) aux outils, instruments aratoires, outillage de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme";

b) en ajoutant au paragraphe *l* les mots "aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie";

c) en remplaçant le paragraphe *t* par le suivant:

"t) Aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir";

d) en remplaçant le paragraphe *v* par les suivants:

"v) Aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

"w) Au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

"x) Aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

"y) Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins."

5. Subsection 3 of section 1 of the act 14 George VI, chapter 136, is amended:

a. by replacing paragraph *i* thereof by the following:

"i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm";

b. by adding to paragraph *l* the words "artificial limbs and orthopaedic appliances";

c. by replacing paragraph *t* thereof by the following:

"t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils and fountain-pens";

d. by replacing paragraph *v* thereof by the following

"v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

"w. Coal, firewood and ice;

"x. Children's clothing and children's footwear;

"y. Sales for a price of ten cents or less."

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.